
QU'EST-CE QUE LES AMÉRICAINS SONT ALLÉS FAIRE AU PROCHE-ORIENT ?

Le 12 mars 1947, le président Truman annonce au Congrès son désir d'aider la Grèce et la Turquie à hauteur de 400 millions de dollars. En effet, le 21 février 1947, les Britanniques, traditionnellement influents en Méditerranée orientale, ont fait savoir à Washington qu'ils ne détenaient plus la force suffisante pour aider les Grecs et les Turcs.

Truman n'a aucune raison de faire la sourde oreille. Si l'Union soviétique devenait la puissance tutélaire de la Grèce et de la Turquie, elle pourrait établir, puis conforter son influence sur le Proche et le Moyen-Orient. Peut-être même tenterait-elle de réaliser le rêve des tsars, c'est-à-dire l'accès aux mers chaudes, à l'océan Indien. Les Soviétiques mettraient alors la main sur les ressources en pétrole de la région. L'Europe occidentale tomberait sous leur coupe. L'Afrique subirait un sort identique. La décision de Truman repose sur deux motivations. D'abord, la guerre qui vient de prendre fin a montré que le pétrole est une arme déterminante. En 1945, les États-Unis extraient les deux tiers du pétrole mondial. Mais de nouvelles sources produisent à plus bas coût. De 1938 à 1947, l'Arabie Saoudite accroît sa production quotidienne de 1400 à 246 000 barils. Le Koweït et les autres émirats, l'Irak et l'Iran suivent. Les sociétés américaines, la Standard Oil ou Socony, exploitent moins les réserves américaines et beaucoup plus les réserves du Moyen-Orient.

Ensuite, il ne faut pas sous-estimer l'impact de la guerre froide. Dans cette perspective, le Proche-Orient est devenu un théâtre d'opérations.

C'est dans ce contexte que le 14 mai 1948 naît l'État d'Israël immédiatement reconnu par les États-Unis malgré les réticences de conseillers tels George Marshall, le secrétaire d'État, qui auraient préféré, pour ne pas heurter leurs alliés arabes, donner aux Nations unies le mandat d'administrer la Palestine. Truman tranche, conscient de la Shoah et de la quasi-inaction des États-Unis de 1941 à 1944, mais aussi parce que l'Union soviétique milite alors pour la création d'un État d'Israël qui pourrait devenir une démocratie populaire.

Au Proche-Orient, les Américains ne manquent pas de rivaux, voire d'ennemis. Les Britanniques conservent leur influence sur la Jordanie, l'Irak, l'Égypte, l'océan Indien.

Les Français perdent leurs positions au Liban et en Syrie, mais deviennent, dans les années 1950, les principaux alliés d'Israël et, du fait de la guerre d'Algérie, les adversaires du nationalisme arabe. À l'inverse, l'Union soviétique cesse son appui à Israël et soutient les partis communistes dans les États arabes et les mouvements nationalistes anti-occidentaux. Mais désormais, les américains sont particulièrement présents.

Ils rétablissent le shah d'Iran en 1953, rassemblent en 1955 leurs partisans – Royaume-Uni, Irak, Iran, Turquie, Pakistan – dans le pacte de Bagdad, exigent de leurs alliés français et britanniques qu'ils mettent un terme à l'expédition de Suez en 1956, soutiennent le roi Hussein de Jordanie, puis Camille Chamoun, le président libanais, en 1958.

Le fond de leur pensée n'a pas changé. Les nationalismes mettent en danger l'accès au pétrole et favorisent la pénétration soviétique. L'impérialisme européen déclenche des réactions nationalistes. Les États-Unis sont persuadés de leur mission : ils ouvrent la voie vers la modernité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le progrès économique et social.

Les décennies suivantes, émaillées de succès (accords de Camp David en 1978) et de revers (la révolution iranienne de 1979), de négociations et d'interventions militaires ont vu les États-Unis de plus en plus présents dans la région. De plus, après les attentats du 11 septembre 2001, la guerre au terrorisme devient la priorité. En 2003, la guerre en Irak, la chute de Saddam Hussein et l'occupation américaine provoquent un chaos dans la région dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui. Mais plus ils montrent leur puissance, plus les États-Unis sont contraints de prendre appui sur des alliés de porcelaine. Reste une certitude : ils ont autant besoin du Moyen-Orient que le Moyen-Orient d'eux. Décidément, de 1945 à nos jours, l'« Orient » n'a rien perdu de sa complexité.

© **André Kaspi** « Les Américains au Proche-Orient », *L'Histoire* n° 273, février 2003, pp. 68-73.

Avec L'Histoire

Dimanche 22 novembre – Cinéma Jean Eustache/Charles Chaplin – 11H15

Débat animé par **Valérie Hannin**, directrice de la rédaction de *L'Histoire*, et **Éric Bonhomme**, professeur d'histoire, membre de l'APHG.

Les participants : **Antoine Coppolani**, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry Montpellier III, **Philip Golub**, professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris, et **André Kaspi**, historien spécialiste des États-Unis.